

X.

C'est par son industrie
(Mais qu'il n'exerce plus)
Qu'il fit toute sa vie,
Guerre à mort aux écus.

Le colonel Boucher naquit à St. Louis de l'Île aux Coudres le 8 août mil sept cent soixante dix huit.

Messire J. B. N. Pouget, longtemps curé de Berthier et de Saint Cuthbert, bénit son alliance avec Julie Olivier le 11 février mil huit cent deux, et de cette alliance naquirent sept enfants, trois garçons et quatre filles. Le colonel Boucher mourut à Maskinongé le 26 août 1861, à 83 ans; sa vertueuse épouse l'avait précédé de quelques années dans la tombe. Après sa mort, un oodicile que l'on trouva ajouté à son testament, en faveur des demoiselles Dambourgès, donna lieu à ce procès célèbre dont nos lecteurs ont sans doute entendu parler, et qui a été poursuivi jusqu'en Angleterre.

MEINER.

APRES LE COMBAT.

III.

Les circonstances actuelles exigent-elles l'union des partis dans notre province ?

Pour répondre à cette question, il faut se dégager de tout esprit de parti et se rendre compte, avec calme et patriotisme, de la situation que les dernières élections ont faite à notre province. Nous admettons volontiers que deux préoccupations principales peuvent empêcher les ministériels du jour de considérer avec faveur l'idée d'une coalition avec leurs antagonistes d'hier. La première est celle de la distribution du patronage. Voilà un quart de siècle qu'ils poursuivent une lutte acharnée au prix de sacrifices réels et de dépenses considérables, sans avoir pu encore obtenir de compensation pour eux-mêmes, ni reconnaître les services de leur serviteurs dévoués. Ils doivent être en ce moment assiégés par les solliciteurs, et sont obligés de leur donner satisfaction autant que possible. C'est là une nécessité à laquelle personne ne peut loyalement leur reprocher de faire face. Mais cette nécessité n'est pas une objection réelle, car le parti conservateur ne saurait avoir de grandes exigences dans le partage des faveurs du pouvoir, pour la bonne raison, d'abord, qu'il en a joui quasi jusqu'à épuisement, et, ensuite, parce qu'il est vaincu, non vainqueur. La seconde préoccupation est une conséquence de la première. On dit que nous prêchons l'union parce que, défaits complètement, nous ne voyons d'autre moyen d'atténuer notre infortune. Eh bien! admettons que telle soit notre pensée secrète: est-ce une raison pour vous de repousser la conciliation? De ce que nos motifs sont intéressés, s'ensuit-il que vous ne devez ni considérer le bien qui résulterait d'une alliance, ni prendre, pour votre part, une détermination désintéressée? Le patriotisme conseillerait plutôt de ne point sonder les reins et les consciences, et de penser exclusivement à donner à notre province toute la force et l'influence dont elle a besoin dans les conseils de la Confédération pour faire respecter ses droits et ses justes réclamations. D'ailleurs, vous dites que le parti conservateur est en pleine déroute, désorganisé, qu'il n'a pas de chefs. Alors pourquoi refusez-vous de lui donner la main? Les chefs vous inspiraient de l'antipathie: ils sont disparus. Les combattants, qui restent n'ont pu que gagner votre estime par la lutte loyale qu'ils ont faite contre vous.

Non, ce ne sont point là des arguments admissibles. L'intérêt du peuple prime l'amour-propre et les susceptibilités personnelles. Il faut avant tout étudier la situation sans autre préoccupation que celle du bien public.

Où en sommes-nous ?

Le fait principal qui doit nous frapper tout d'abord est que les dernières élections donnent une forte majorité au ministère dans la province d'Ontario et dans les Provinces Maritimes. Cette majorité est telle que le *National* a dit qu'elle pouvait permettre au cabinet Mackenzie de gouverner sans l'adhésion de la province de Québec. Ce journal ajoutait que le régime de la Confédération assurerait toujours la prépondérance à la province d'Ontario. Sans nous arrêter à discuter cette dernière assertion, laquelle nous paraît inexacte dans sa généralité, nous prenons acte de l'aveu qu'elle contient du contrôle présentement exercé par nos voisins, et nous demandons à tous les citoyens éclairés si une tentative qui aurait pour objet de nous soustraire à ce contrôle sans cesse menaçant, ne mérite pas toutes leurs sympathies. Or, il n'y a qu'un moyen d'y arriver, c'est de nous unir, afin d'être en position de faire pencher la balance d'un côté ou de l'autre selon que nous placerons le poids de nos votes.

Il me sera permis de placer ici quelques lignes écrites dans la *Minerve* le 16 juillet 1872. Elles sont une réponse aux journaux qui ont inculpé les motifs qui me font écrire aujourd'hui:

Sous le régime de la Confédération, les partis politiques

dans notre province, ne doivent plus être ce qu'ils étaient sous le régime de l'Union des deux Canadas. Sous l'Union, placés en face d'une seule province dont la représentation n'était pas plus nombreuse que la nôtre, il pouvait nous être permis de nous diviser sur des principes de politique spéculative et de porter les couleurs rouge ou bleue. Nous combattons à forces égales; nos divergences, par conséquent, ne pouvaient devenir un malheur national. Sous la Confédération, c'est tout autre chose. La constitution soumet à notre contrôle exécutif, il est vrai, les questions qui intéressent spécialement notre nationalité et notre religion; mais nous avons encore de grands intérêts à sauvegarder dans la législature fédérale, et là nos forces ne sont pas égales à celles des autres nationalités et des autres religions; là, notre premier devoir est donc l'union.

La position de la province de Québec dans la Confédération est excessivement avantageuse; elle en est le centre, elle peut toujours en être, en quelque sorte, le pivot. Mais pour cela il nous faut tout être unis. Il y a deux cents membres dans la législature, dont cinquante à peu près sont catholiques et canadiens-français; cette minorité ne commettrait-elle pas une imprudence malheureuse en se divisant ?

La manière dont a été résolue la trop fameuse question des Ecoles devrait nous servir d'enseignement. Nous avons vu sur cette question toutes les provinces s'unir contre nous, et réussir à nous paralyser complètement. Voyons à ce que pareille chose ne puisse jamais se renouveler, et, en constatant notre impuissance dans cette circonstance, comprenons bien que toute notre force, dans le parlement d'Ottawa, réside dans notre union et dans notre promptitude à nous créer des alliances chez nos voisins.

Notre position est telle que les autres provinces ont sans cesse besoin de nous; or, si nous unissons nos votes, elles auront besoin de nous encore davantage, parce qu'alors nous serons toujours assurés de faire pencher la balance du côté que nous voudrons, en plaçant nos votes réunis dans l'un ou l'autre plateau.

Et par ce moyen nous rendrons des services considérables qui nous permettront d'exiger beaucoup en échange; c'est là qu'est le secret de notre prospérité, c'est là qu'est notre plus sûre sauvegarde.

La grande question pour nous, c'est de faire respecter notre province. Voilà quelle doit être notre politique, c'est la seule politique nationale.

Comparé à ce grand intérêt provincial, qu'est-ce qu'un maigre intérêt de parti? Ne sommes-nous pas canadiens-français avant d'être conservateurs ou libéraux? Nos disputes ne doivent-elles pas disparaître en face de ce besoin d'union ?

A quoi bon discuter sur les couleurs à Ottawa? Là, il ne faut discuter qu'une seule chose, savoir: quel est le moyen à prendre pour nous protéger, et quel est l'homme le plus capable de faire réussir ce moyen? Peu importe que cet homme s'appelle Pierre ou Jacques, pourvu qu'il ait l'habileté et le prestige nécessaires.

Rompons avec le passé, avec nos habitudes du passé: ne nous divisons plus, du moins à Ottawa. Nous aurons toujours à Québec un assez vaste champ de disputes.

Ayant demandé l'union lorsque le parti conservateur était au pouvoir, j'ai le droit personnellement de la prêcher encore depuis qu'il en est tombé.

C'est une expression consacrée que la province de Québec est le pivot de la Confédération; mais cela ne peut être vrai qu'en autant que nous serons forts, c'est-à-dire unis. Si nous formons une phalange compacte, les autres provinces graviteront autour de nous, recherchant notre alliance suivant leur intérêt, et nous pourrons de notre côté mettre à cette alliance les conditions qu'exigeront nos propres intérêts.

En ce moment, loin de pouvoir faire des conditions, nous sommes dans le cas d'en accepter. Les autres provinces, plus fortes que nous à cause de nos divisions, gouvernent et commandent. Cet état de choses présente un danger manifeste pour nous. En faut-il d'autres preuves que les difficultés que nous éprouvons à faire régler la question des écoles et celle de l'annuité, et les modifications apportées dans le projet du Pacifique, modification dont la ville de Montréal s'est alarmée à juste titre ?

N'oublions pas d'ailleurs que la Confédération a été faite pour nous, et pour nous seuls; les autres provinces préféreraient une union législative. Même à la dernière heure, lorsque nos députés sont allés à Londres pour soumettre à la législature Impériale la constitution votée par nos chambres, un effort suprême a été tenté pour faire de l'union fédérale une union législative pure et simple. Il paraît que Sir John et M. Galt lui-même donnaient dans cette idée; l'énergie de M. Cartier, qui offrit sa démission et annonça son départ immédiat pour le Canada, a pu seule triompher de ce dernier obstacle. Croit-on que ces projets soient abandonnés? Le régime fédéral n'a pas sa raison d'être pour la population anglaise et protestante dont les intérêts sont substantiellement les mêmes du Cap Breton à Vancouver: une union législative lui paraît moins dispendieuse, moins compliquée, plus facile à régir: seuls, nous y trouvons des inconvénients graves. N'est-il pas à craindre que cette idée fasse du chemin à la faveur de notre faiblesse et de la force des autres provinces? Le *Herald* n'a-t-il pas publié dernièrement une correspondance réclamant cette réforme, sans doute pour habituer le public à la pensée d'un changement possible ?

L'entente seule nous permettra de résister. Sir George a résisté et vaincu parce que le Bas-Canada était à peu près unanime autour de lui. M. Mackenzie vaincra, lui, si notre province ne se coalise pour lui tenir tête. Sachons-le bien, la population qui nous entoure, sans être ouvertement hostile à la nationalité canadienne-française, n'en est pas moins naturellement, instinctivement dispo-

sée à travailler dans son propre intérêt, et cet intérêt est anglais et protestant. Par politique, on nous tolère: dans le for intérieur on désire nous supprimer. Nos droits seront respectés pourvu que nous y forçons tout le monde. Ne soyons ni surpris ni aigris de ces dispositions de notre entourage, car nous-mêmes, si nous le pouvions, nous ferions tout à notre image sur ce continent; songeons plutôt à trouver le moyen de nous protéger contre ce mauvais vouloir secret. Unissons-nous. Devant ce danger éminent de l'union législative, notre ligne de conduite est facile à tracer. Nous devons faire taire nos vieilles rancunes, en finir avec les anciens partis, et assurer le salut commun par une fusion, par la coalition de toutes nos forces.

Il y a plus. La question du Pacifique, au point de vue national, est la plus sérieuse que nous ayons jamais eu à régler. Comme le disait le *Globe*, "sans le Pacifique, l'idée d'une Confédération de l'Amérique britannique n'est qu'un rêve." Ce chemin de fer est le lien destiné à rattacher entre elles toutes les parties de notre vaste pays; il est d'une nécessité absolue, par conséquent, et la condition nécessaire de notre existence nationale. Si nous ne le construisons de suite, la Colombie et le Manitoba n'ont plus d'intérêt à rester unis avec nous; ils se séparent, et la Confédération s'effondre irrémédiablement, car de cette séparation à l'annexion aux Etats-Unis, la distance est courte, la pente est naturelle, fatale.

On sourit parfois à ce mot d'annexion, mais ce sont précisément les annexionnistes qui prennent la chose aussi légèrement. Ceux qui ont une autre ambition que d'aller se noyer dans la grande République, étudient la question avec gravité, avec inquiétude. Ils savent que la doctrine Munroe est le grand problème de notre continent, et que tôt ou tard il devra être résolu définitivement. Il y a des gens qui ne manquent jamais de répondre lorsqu'on leur parle d'annexion: "Ne craignez rien, les Etats-Unis ne veulent pas de nous." Fort bien! les Américains ne convoitent pas notre pays pour le moment, parce qu'ils ont encore chez eux plus d'espace qu'ils n'en peuvent remplir, plus de territoire qu'ils n'en peuvent exploiter. Mais comprenez bien que nous ne prédisons pas l'annexion pour l'année prochaine ni l'année suivante: nous disons simplement que, sans le chemin de fer du Pacifique et l'adhésion de la Colombie, nous ne pourrions jamais être un peuple puissant et que tôt ou tard nous serons au pouvoir de nos voisins. Cela prendra une génération, ou deux; c'est bien peu de temps sur la vie d'une nation.

Maintenant les Etats-Unis nous laissent en paix, mais ils ne perdent jamais une occasion de nous amoindrir. La question des frontières du Maine, celle des pêcheries, celle de l'Île San Juan, celle de la navigation du Saint-Laurent en sont des exemples frappants. Nous avons tout souffert avec la sagesse du faible. D'ailleurs nos voisins n'ont-ils pas acheté l'Amérique Russe? C'est pourtant là un rebut comparé au Canada, et il serait puéril de supposer qu'ils ne jettent pas les yeux sur nous après avoir payé en deniers sonnants ce pays inhospitalier.

Sachons-le, les Etats-Unis chercheront à s'emparer du Canada le jour où leurs immenses territoires seront suffisamment peuplés pour inspirer aux aventuriers l'idée de pousser plus loin leurs entreprises. Ce jour peut bien être assez rapproché.

Jetons, en effet, un coup d'œil sur la carte des Etats-Unis. Ce que les Américains appellent la zone stérile forme le tiers de toute la superficie des Etats-Unis. C'est un désert ou une bande de terre impropre à toute exploitation, qui part du 97e degré du méridien, à l'ouest du Mississippi, et s'étend d'un bout à l'autre du pays depuis le 49e parallèle au-delà de la frontière sud du Texas. Il faut donc prévoir le moment où les Américains, se trouvant à l'étroit chez eux, songeront à tenter fortune à la Colombie et dans les plaines fertiles du Manitoba et de la Saskatchewan. Ce jour-là nous aurons à lutter corps à corps avec eux.

Est-il besoin de dire que si à cette époque la Colombie ne fait plus partie de la Confédération, elle sera une proie facile ou plutôt volontaire? Et nous, c'est-à-dire les provinces d'Ontario et du Golfe, quelle force aurons-nous pour résister? quel intérêt aurons-nous à rester à l'écart? Un courant invincible nous entraînerait dans le gouffre dont nous serions entourés de toutes parts.

C'est cet avenir que nous devons prévoir; c'est aujourd'hui l'heure de nous préparer à l'éviter en nous fortifiant, en construisant le Pacifique, en nous attachant la Colombie par un lien indissoluble. Les adversaires du Pacifique, nous le répétons, sont les radicaux de notre monde politique; ceux qui veulent le construire immédiatement sont, au contraire, les conservateurs, décidés à édifier à côté des Etats-Unis une puissance nouvelle, un peuple à part, une nationalité distincte.

Or, par sa position géographique, notre province est en état de travailler efficacement à cette grande entreprise.